

Les femmes en Inde : une position sociale fragile, dans une société en transition

Tenter de décrire la position sociale des femmes dans un pays aussi vaste et composite que l'Inde, où les évolutions sont toujours complexes, relève du défi. Une telle tentative soulève aussi de nombreux paradoxes. Comment expliquer l'infériorité sociale persistante des femmes dans un pays qui a connu plusieurs dirigeantes féminines ? Pourquoi la modernité n'a-t-elle pas réduit les discriminations à la naissance et les a même amplifiées ? Et dans une Inde où l'éducation progresse, pourquoi la présence des femmes sur le marché du travail reste-t-elle relativement faible ?

Pour rendre le propos aussi lisible que possible, nous nous limiterons à quelques grands axes. Nous examinerons tout d'abord comment la préférence pour les naissances masculines façonne encore la dynamique démographique indienne, entraînant un déficit durable de femmes dans la société. Nous aborderons ensuite la position sociale des femmes par le prisme de l'éducation et du marché du travail, en nous intéressant plus particulièrement à une évolution récente et inédite : l'émancipation des jeunes diplômées urbaines, qui constitue un des moteurs du changement social en cours. Enfin, nous évoquerons le fléau persistant des violences de genre, ainsi que le réveil féministe qui s'observe depuis 2012.

1. Des femmes en sous-nombre

1.1. La préférence ancestrale pour les garçons

La fierté d'avoir un fils est ancienne et très ancrée en Asie. La naissance des garçons est particulièrement favorisée en Inde, car ils perpétuent le nom du père, héritent du patrimoine familial, soutiennent les parents dans leurs vieux jours et accomplissent les rites funéraires hindous, que les filles ne sont pas autorisées à effectuer. Engendrer une fille est donc, depuis des siècles, jugé moins utile et moins honorable. Un dernier facteur fondamental explique le fait qu'elles soient moins désirées : l'obligation, pour leurs parents, de payer les frais de leur mariage et d'offrir à la future belle-famille une dot coûteuse, qui les oblige souvent à économiser toute leur vie.

Complément 1 : La dot, coutume incontournable et parfois meurtrière

Signe de la force des traditions en Inde, la dot demeure un élément inamovible du mariage. A l'origine, elle consistait à simplement offrir quelques cadeaux à la jeune mariée (bijoux, argent, petits meubles). Mais elle a évolué au fil des siècles jusqu'à devenir une transaction financière avec la future belle-famille, impliquant d'importantes sommes d'argent ainsi que, dans les zones rurales, le don d'une partie des terres familiales. La dot a connu une inflation ces dernières décennies, en raison de l'émergence d'une classe moyenne aisée pratiquant des dots en rapport avec son statut social, mais aussi de l'appétit de consommation de la société indienne, nombre de belles-familles voyant dans la dot l'occasion de se faire offrir tous les biens qui la tentent (équipement ménager, télévision, téléphone portable, ordinateur, scooter, voiture...). Les festivités doivent refléter le statut social de la famille. Nombre d'invités, faste du cortège et de la réception, vêtements, bijoux, recours à un *wedding planner* : le montant des dépenses est élevé. Les services liés au mariage représentent d'ailleurs un secteur florissant, dont le chiffre d'affaires croît de 25 % par an.

La dot a pourtant été prohibée dès 1961, parce que l'argent qu'elle nécessite empêche les parents de financer les études de leur fille. Mais cette interdiction reste lettre morte et la dot est aujourd'hui pratiquée dans quasiment toutes les couches de la société.

De nombreuses féministes s'insurgent pourtant contre cette coutume, qui fait de la jeune épouse un enjeu monétaire, dont la valeur varie en fonction de certains critères (beauté, niveau d'éducation, caste, revenus des parents...). Elles dénoncent surtout le fait que la dot soit devenue un motif d'extorsion et de meurtre. Après le mariage, il arrive en effet que des maris exigent encore plus d'argent, et quand les parents de la jeune épouse ne paient pas, celle-ci subit des violences qui se terminent fréquemment en crime, la jeune femme étant arrosée d'essence et brûlée vive par le mari. Chaque année, la police enregistre quelque 8 200 de ces meurtres (*dowry deaths*), soit un par heure en moyenne. Mais ces chiffres sous-estiment fortement la réalité, car un grand nombre de crimes sont dissimulés en accidents domestiques. Le taux de condamnation des auteurs de ces crimes est également faible : 32 % en 2012.

© *Bénédicte MANIER*

Durant des siècles, cette dépréciation des filles au sein des familles s'est traduite par leur élimination physique après la naissance, soit par infanticide, soit par négligences volontaires en termes de soins et de nourriture. Dès leurs premiers recensements, les Britanniques avaient d'ailleurs déjà remarqué un surnombre anormal de garçons, surtout dans le Nord-Ouest de l'Inde, et avaient dû interdire l'infanticide en 1870. Celui-ci a cependant largement perduré ensuite.

Un tournant est intervenu dans les années 1970, avec la légalisation de l'IVG (1971) et l'arrivée des techniques de dépistage prénatal (amniocentèse en 1975, échographie en 1979) qui, en permettant de détecter le sexe des foetus, ont entraîné un recours massif aux avortements de foetus féminins. L'accès à ces techniques a été facilité par un fort accroissement de la production nationale d'appareils d'échographie dans les années 1980-90. Les petites cliniques privées d'échographie se sont alors multipliées, tirant profit de la sélection des naissances au point d'afficher jusque dans les années 1990 des publicités qui clamaient : « Dépensez 5 000 roupies maintenant, et économisez 500 000 roupies plus tard » (si vous attendez une fille, avortez maintenant pour ne pas payer de dot plus tard).

L'avortement sélectif a été prohibé en 1994, mais cette interdiction reste largement bafouée dans ces cliniques aux pratiques opaques et pourtant très peu sanctionnées [1]. Elles proposent toujours des forfaits comprenant une échographie et un avortement à des prix accessibles, et la majorité (87 %) des quelque 6,4 millions d'avortements pratiqués chaque année en Inde [2] ont lieu dans ces établissements, et non dans les hôpitaux publics qui, eux, respectent la loi. La chute tendancielle de la fécondité depuis les années 1970 est venue accentuer cette sélection prénatale. Les couples qui souhaitent limiter leur nombre d'enfants (la famille de deux enfants, modèle prôné par le gouvernement, se généralise aujourd'hui dans les villes [3]) préfèrent en effet ne pas s'en remettre au hasard et s'assurer d'avoir au moins un fils.

Si l'apport des techniques médicales a permis à l'élimination des filles de changer de nature ? elle est passée de postnatale à prénatale ?, il lui a aussi certainement permis de changer d'échelle. En un siècle, de 1901 à 2001, la population de l'Inde a globalement été multipliée par cinq (passant de 238 millions d'habitants à 1,2 milliard), mais le surnombre d'hommes, lui, a été multiplié par dix, passant de 3,4 millions à 36 millions.

L'échographie prénatale est interdite par la loi

avec l'aimable autorisation de Chiara Altare, CRED, Université de Louvain.

Ce dispensaire de la Mission Ramakrishna au Bengale occidental affiche son respect de l'interdiction de la sélection prénatale des foetus (loi de 1994).

1.2. Un sex-ratio déséquilibré

Au recensement de 2011, le surnombre des hommes est passé à 37,2 millions [4], **la population indienne affichant un sex-ratio de 940 femmes pour 1 000 hommes**. Celui-ci a connu une baisse constante depuis le début du XXe siècle, à l'exception de deux légers redressements depuis 2001. Le sex-ratio des enfants de 0-6 ans a en revanche encore baissé, passant de 927 filles pour 1 000 garçons en 2001 à 914 pour 1 000 en 2011, signe révélateur de la poursuite de la sélection des naissances.

Variations du sex-ratio dans le temps et l'espace

Le sex-ratio dans les recensements de la population indienne (1901-2011)

Date	Sex-ratio de la population (nombre de femmes pour 1000 hommes)	Variation décennale
1901	972	
1911	964	- 8
1921	955	- 11
1931	950	- 5
1941	945	- 5
1951	946	+ 1
1961	941	- 5
1971	930	- 11
1981	934	- 4
1991	927	- 7
2001	933	+ 6
2011	940	+ 7

Carte du sex-ratio de la population indienne en 2011 (par district)

Source : C. Z. Guilmoto, Census of India 2011

Source : recensements officiels (Census of India)

Les discriminations à la naissance ne sont pas uniformes et montrent depuis longtemps **de nettes disparités socio-géographiques**. Elles sont par exemple assez faibles dans certains territoires comme le Kerala, où le sex-ratio est proche de la normale : 1 084 femmes pour 1 000 hommes. Cet État connaît en effet une tradition matriarcale spécifique (les terres et les biens sont transmis de mère en fille) qui donne aux femmes une position sociale plus affirmée qu'ailleurs. Le Kerala affiche également le niveau le plus élevé d'éducation des filles en Inde. Cette politique a des racines assez anciennes : initiée par des missionnaires chrétiens arrivés dès le IXe siècle dans cet État côtier, elle a été poursuivie par des princes progressistes aux XVIIe et XVIIIe siècles, puis par la colonisation britannique, avant d'être amplifiée, après l'Indépendance, par les coalitions de gauche - organisées autour de partis communistes et marxistes ? qui ont gouverné l'État à plusieurs reprises depuis 1957.

En revanche, les États du Nord-Ouest de l'Inde affichent les sex-ratios les plus défavorables. Celui du Punjab est de 893 femmes pour 1 000 hommes, sa capitale Chandigarh ne comptant même que 818 femmes pour 1 000 hommes. Le territoire de New Delhi compte 866 femmes pour 1 000 hommes, le Haryana 877, l'Uttar Pradesh 908, le Gujarat 918 et le Rajasthan 926. Dans cet ensemble, surnommé la **"foeticide belt"**, plusieurs éléments expliquent une préférence de longue date pour les garçons : une forte densité de **castes** conservatrices (Rajputs, Jats...), une culture patriarcale renforcée par des siècles de domination moghole, une forte tradition d'héritage patrilinéaire et des dots élevées chez les hautes castes. Déjà, en 1911, le Punjab affichait un sex-ratio très bas (780 pour 1 000), qui laissait deviner de fréquents infanticides et une **mortalité infantile** des filles élevée.

D'autres facteurs plus récents ont conforté ces discriminations. Durant la **révolution verte** à partir de 1965, la modernisation des pratiques agricoles dans le Punjab et le Haryana (mécanisation, irrigation, semences à rendement élevé et engrais chimiques) a rendu moins utile le travail manuel des femmes dans les champs. Dans la classe de fermiers aisés qui se constituait, les fils devenaient un «investissement» de plus en plus indispensable pour diriger les fermes et garder intact le patrimoine foncier familial alors que la dot des filles soustrayait une partie de ces terres au rendement croissant. L'évolution a été identique chez les commerçants, qui constituent la majeure partie de la classe moyenne en Inde : en accédant à l'aisance à partir des années 1990, ils ont d'autant plus désiré des fils à qui transmettre leurs biens.

La vieille préférence pour les garçons a donc trouvé de nouveaux arguments dans le récent essor économique, les groupes sociaux qui en ont le plus profité évitant maintenant de dilapider leur nouvelle aisance dans le paiement d'un dot. Le sex-ratio le plus déséquilibré se retrouve ainsi dans les États les plus riches de l'Inde (Punjab, Haryana, Maharashtra, Gujarat, Maharashtra, région de New Delhi), ainsi que dans les villes, plus prospères que les zones rurales. A l'intérieur des villes, le déséquilibre est aussi plus marqué dans les zones de résidence de la classe moyenne que dans les quartiers populaires. Enfin, la sélection des naissances a gagné la diaspora indienne aux États-Unis et au Royaume-Uni, en majorité formée de communautés au niveau de revenu et d'éducation plus élevé qu'en Inde [5].

Carte du sex-ratio des enfants (0-6 ans) en 2011

Source : C. Z. Guilmoto, Census of India 2011

1.3. Un marché du mariage perturbé

Les moyens de combattre ces pratiques sont limités. Le gouvernement central et la plupart des États indiens ont mis en place des campagnes de sensibilisation, ainsi que des incitations financières visant à encourager la naissance de filles. Mais elles n'ont eu qu'un faible impact. Elles ont surtout aidé des familles démunies à scolariser les filles [6], mais elles sont passées à côté de leur cible essentielle, la classe moyenne, pour laquelle les sommes en jeu [7] ne sont pas suffisamment motivantes. En outre, cette politique d'encouragement financier - qui reconnaît implicitement que la sélection prénatale relève en grande partie d'un calcul économique - ne résout pas la question de fond de la dévalorisation sociale des filles et ne remplace pas une véritable politique de sanction des cliniques pratiquant les avortements sélectifs.

Les effets de ce sex-ratio déséquilibré s'annoncent en tout cas durables, puisque le surplus d'hommes devrait rester supérieur à 15 % de la population adulte masculine d'ici 2040 (Guilmoto, 2007). Cette différence numérique entre hommes et femmes a d'ailleurs déjà des conséquences, la première étant de perturber le marché du mariage. Plusieurs millions d'hommes subiront probablement un **célibat forcé** dans les décennies à venir et déjà, certains critères matrimoniaux connaissent des changements: affaiblissement des exigences de caste, report vers des femmes plus jeunes ou originaires de régions plus éloignées.

Dans certains États (Punjab, Haryana, Maharashtra...), le déficit d'épouses a également favorisé l'apparition de trafics de jeunes femmes, achetées par des

intermédiaires à des familles pauvres et revendues à des célibataires. Sur le long terme, une hausse de la demande de prostitution est également à craindre, tandis que des observations de terrain suggèrent une corrélation, cependant mal établie, entre le célibat de nombreux hommes et un niveau élevé de violences sexuelles.



2. Une difficile marche vers la réduction des inégalités de genre

2.1. Un tiers des femmes encore illettrées

La faible position sociale des filles dans le milieu familial a toujours été un frein à leur scolarisation. Les éduquer est traditionnellement considéré comme une dépense inutile, puisqu'elles partent vivre dans une autre famille en se mariant. Ce préjugé s'ajoute à d'autres facteurs qui entravent l'entrée des filles à l'école, comme les inégalités sociales (les deux tiers des fillettes non scolarisées proviennent de communautés défavorisées: basses castes, groupes tribaux, familles musulmanes), leur utilité pour les tâches domestiques et l'absence de toilettes pour filles dans les écoles. Les mêmes raisons expliquent que leur parcours scolaire demeure plus bref que celui des garçons.

Au sein de la population totale, **le pourcentage de femmes alphabétisées reste donc inférieur à celui des hommes: 65,46 % au recensement de 2011**, contre 82,14 % pour les hommes. Reflet des différences géoculturelles déjà citées, le taux le plus élevé se rencontre au Kerala (91,98 %) et le plus bas au Rajasthan (52,66 %).

Variations du taux d'alphabétisation dans le temps et l'espace

Évolution du taux d'alphabétisation en Inde après l'Indépendance

Date	Taux d'alphabétisation de la population totale	Taux d'alphabétisation des hommes	Taux d'alphabétisation des femmes
1951	18,33	27,16	8,86
1961	28,3	40,4	15,35
1971	34,45	45,96	21,97
1981	43,57	56,38	29,76
1991	52,21	64,13	39,29
2001	64,83	75,26	53,67
2011	74,04	82,14	65,46

Carte des inégalités de genre dans l'alphabétisation en 2011

Source : C. Z. Guilmoto, Census of India 2011

Source : recensements officiels (Census of India)

Toutefois, les différences hommes-femmes en matière d'alphabétisation se sont considérablement réduites depuis l'Indépendance et l'inscription des filles a régulièrement progressé, notamment grâce à des incitations publiques : bourses et repas scolaires, distribution de vélos pour aller en classe. Les filles représentent aujourd'hui 48 % des effectifs scolaires [8]. Leur scolarisation représente un enjeu primordial pour ce pays émergent, car on connaît la corrélation entre leur niveau d'éducation et la maîtrise de la fécondité, ainsi que l'amélioration de la santé des enfants et la hausse des revenus familiaux [9]. Une réduction des **inégalités de genre** dans l'accès à l'éducation et aux soins est donc aujourd'hui indispensable à l'Inde si elle veut rattraper son retard dans le domaine socio-sanitaire (Drèze et Sen, 2013). Mais au-delà des différences filles-garçons, le grand défi du pays est aussi d'améliorer le niveau général de l'enseignement, qui reste médiocre [10] et inadapté à la taille de la population d'âge scolaire (Manier, 2014).

2.2. Un taux d'activité professionnelle faible

Avec quelque 112 millions d'actives, au moins à temps partiel [11], **le taux d'activité professionnelle des femmes indiennes reste relativement faible : 29 %**, soit deux fois moins que celui des Chinoises (64 %). Cette proportion avait pourtant augmenté de manière perceptible entre 1981 et 2005, passant de 19,7 % à 37 %, mais elle a régressé à 29 % en 2010, pour des raisons contradictoires [12]. Pour une part, ce recul est dû au nombre accru de jeunes femmes poursuivant leurs études, ce qui a pour effet de retarder leur entrée dans la vie active. Mais il repose aussi sur la résistance d'une partie de la société indienne à leur indépendance professionnelle. Un bon nombre d'épouses de la classe moyenne cessent ainsi de travailler, à la fois en raison de l'accès de leur famille à l'aisance, mais aussi d'un certain conservatisme qui les incite à rester au foyer une fois devenues mères.

Un métier peu qualifié exercé par les femmes

D'une manière générale, leur manque de qualification (seules 6,5 % des Indiennes d'âge actif ont un diplôme supérieur au collège) ouvre **peu d'opportunités** aux femmes. Elles sont ainsi peu nombreuses dans des secteurs comme l'éducation (3,8 % des actives), la santé (1,1 %) et la fonction publique (1 %). Leurs domaines d'emplois sont révélateurs de la structure de l'économie indienne, en grande partie composée d'un vaste secteur informel. Une majorité de femmes y travaille, dans des activités peu qualifiées et mal rémunérées comme l'agriculture (68,5 % des actives). De même, 5,1 % d'entre elles sont employées comme travailleuses journalières dans la construction, 1,6 % dans la domesticité (domaines réservés aux basses castes), et 2,1 % dans le petit commerce alimentaire. Une active sur dix (10,8 %) est présente dans le secteur manufacturier (textile, confection, tabac...), là encore un taux relativement faible en Asie, car l'Inde ne dispose pas d'un tissu industriel [13] comparable à celui qui, en Corée et en Chine, a ouvert aux femmes de nombreuses opportunités d'emploi dans les usines de confection, d'électroménager, de matériel électronique, etc., et donc d'autonomie financière.

avec l'aimable autorisation de Marion Borderon, Z_GIS, Universität Salzburg.

Dans un village du Bengale occidental, les femmes confectionnent des "bidis", cigarettes traditionnelles bon marché et néfastes pour la santé.

En dépit de deux décennies de croissance élevée, les Indiennes ont relativement peu profité de l'essor économique, ce qui contribue à maintenir un niveau élevé d'inégalités entre elles et les hommes : dans le classement des États selon l'Indice d'inégalités de genre établi par le PNUD en 2013, l'Inde se retrouve au 135^{ème} rang sur 187.

Complément 2 : Les femmes en politique : des rôles de premier plan, mais sans réels effets sur la société

L'Inde a donné aux femmes quelques rôles politiques de premier plan. **Indira Gandhi** a été Premier ministre de 1966 à 1977 puis de 1980 à 1984. Sa belle-fille, **Sonia Gandhi**, préside depuis 1998 le Parti du Congrès, qui a mené le pays à l'indépendance en 1947 et a exercé le pouvoir à plusieurs reprises, notamment de 2004 à 2014. L'Inde a aussi eu une Présidente de la République, Pratibha Patil, de 2007 à 2012, et une Présidente de la chambre basse du Parlement (*Lok Sabha*), Meira Kumar, de 2009 à 2014. Enfin, le territoire de la capitale New Delhi a été gouverné par Mme Sheila Dikshit de 1998 à 2013. Au plan local, l'instauration de quotas a permis aux femmes de remporter 36,8 % des sièges des conseils municipaux de village, ce qui représente plus d'un million d'élues dans le pays. Mais leur place est bien plus réduite au plan national, puisqu'elles n'occupent que 11 % des sièges de députés (contre 10,8 % durant la législature précédente). Une loi pour instaurer un quota de 33 % de députées est bloquée depuis 1996.

Cette présence relative des femmes en politique n'a en tout cas pas entraîné d'amélioration globale de leur sort à la base de la société. Si elles tendent à s'assouplir dans les villes, les normes patriarcales restent en effet dominantes dans le monde rural, où vivent 70 % des Indiennes, et où elles sont traditionnellement soumises à l'autorité du père puis à celle du mari. La force des pratiques sociales traditionnelles reste un frein puissant à leur émancipation, et elle explique en partie le faible respect des lois censées les aider. Près d'une femme sur deux (47 %) est toujours mariée avant l'âge minimum légal de 18 ans. De même, alors qu'une loi de 2005 leur accorde le droit d'hériter à l'égal des hommes, la plupart d'entre elles restent privées d'héritage et exclues de la propriété des terres.

© *Bénédicte MANIER*

2.3. La percée d'une minorité privilégiée: les jeunes urbaines

Pourtant, les jeunes femmes urbaines et diplômées constituent depuis peu **une exception** dans ce tableau général. Elles étudient en nombre égal avec les garçons à l'université et une partie d'entre elles a fait son entrée dans les pans les plus dynamiques de l'économie, comme par exemple les compagnies aériennes [14], ou les services technologiques et financiers aux entreprises (*business process outsourcing*, BPO). Dans ce dernier secteur, les effectifs féminins ont augmenté de 60 % entre 2006 et 2008, et les femmes y sont aujourd'hui proportionnellement plus nombreuses (32 % des 2,8 millions de salariés directs) que dans l'ensemble des emplois urbains (13,8 % des effectifs). La nouvelle économie indienne se révèle donc être une chance pour les jeunes diplômées indiennes. Celles-ci participent aussi, avec les hommes, à l'essor de nouvelles habitudes urbaines : mode, sorties festives (bars branchés, restaurants, discothèques) et loisirs (voyages, clubs de gym). De même, au sein de cette jeunesse urbaine, les relations hors-mariage et l'union libre ont commencé à faire leur apparition, et les critères traditionnels du mariage se sont assouplis, avec davantage de liberté dans le choix du conjoint. Ce parcours d'autonomisation ne touche pour le moment qu'une petite minorité d'Indiennes, mais il constitue un facteur décisif d'évolution, car en donnant une visibilité plus grande à l'indépendance des jeunes actives, il modifie les représentations culturelles.

Mais cette libéralisation des modes de vie, qui bouscule la culture patriarcale dominante, constitue aussi **un point de friction** avec les fractions les plus conservatrices de la société indienne, notamment les groupes fondamentalistes hindous, qui tolèrent mal cette nouvelle indépendance [15]. L'affrontement entre deux cultures, à propos de la liberté des femmes, s'est particulièrement manifesté lors de la révolte urbaine qui a suivi le viol collectif d'une étudiante de New Delhi, le 16 décembre 2012 [16]. L'agression de la jeune femme a catalysé la colère d'une génération, désireuse de vivre sa modernité en sortant le soir mais dont la récente liberté reste hantée par la violence envers les femmes. Elle a provoqué des manifestations dans 52 villes et suscité des débats dans les médias, les collèges, les universités et les familles. Ce mouvement a marqué une étape, libérant la parole des jeunes urbaines et les faisant entrer dans une nouvelle ère d'affirmation de soi. Depuis, la sécurité des femmes dans l'espace public fait régulièrement l'objet de tribunes dans les médias et sur internet, de manifestes revendicatifs, de *flash mobs* dans le métro et les trains [17], et d'expositions artistiques [18]. Le harcèlement des femmes dans les transports publics est aussi de plus en plus souvent filmé sur le vif grâce aux smartphones et diffusé sur les réseaux sociaux et les médias pour être dénoncé. En novembre 2014, la vidéo de deux jeunes femmes se défendant contre une agression dans un bus de l'Haryana est ainsi devenue virale [19].

Campagne d'information
contre le harcèlement des
femmes

avec l'aimable
autorisation de Chiara
Altare, CRED,
Université de Louvain.

Dans l'enceinte de
l'université de
Jadavpur, à Calcutta,
une affiche incite les
femmes victimes de
harcèlement au travail
à porter plainte.

Si cet éveil féministe est réel, il doit cependant être relativisé. Limité à une élite urbaine, il ne fait pas pour le moment évoluer la condition des femmes rurales et il ne réduit pas le niveau général des violences. De nombreuses actives se plaignent ainsi de harcèlement sexuel au travail [20] et d'insécurité dans l'espace public, surtout à New Delhi. Et si la modernité des jeunes urbaines continue de s'affirmer, elle se heurte encore à des normes sociales patriarcales, entretenues notamment par un monde politique majoritairement masculin et peu enclin à comprendre la jeunesse [21].

Complément 3 : Des violences le plus souvent impunies

Atteintes dans les transports, violences conjugales, enlèvements et viols, crimes d'honneur (souvent liés à des unions désapprouvées par la famille), violences liées à la dot: l'Inde connaît un niveau élevé de violences contre les femmes, en grande partie en raison de leur traditionnelle infériorité sociale et de la faible application des lois censées les protéger.

Près de quatre épouses sur dix (37 %) subissent des **violences conjugales**, un taux élevé lié aux mentalités conservatrices du pays, plus présentes dans les campagnes, y compris chez les jeunes générations puisque 53 % des femmes et 56 % des hommes ruraux de 15 à 24 ans jugent encore normal que «dans certaines circonstances», une épouse soit battue [22].

Les **agressions sexuelles** constituent un autre fléau persistant de la société indienne. Le viol est le crime qui a augmenté le plus vite ces dernières décennies : + 902 % entre 1971 et 2012, avec notamment un doublement des cas entre 1990 et 2008, selon le Bureau national d'enregistrement des crimes (NCRB). Un cas est aujourd'hui signalé toutes les 22 minutes dans le pays (24 923 plaintes en 2012), mais ce chiffre sous-estime fortement la réalité. L'enregistrement des viols reste en effet déficient, négligé par une police largement indifférente ce qui conduit une majorité de victimes à renoncer à porter plainte, découragée par le faible taux de condamnation des accusés (24,2 % en 2012, un taux en baisse régulière), et par la lenteur des procédures. En 2012, seules 15 % des plaintes ont en effet abouti à un procès, 85 % des dossiers restant en suspens. Cette année-là, quelque 186 800 cas de viols étaient encore en attente de procédure dans le circuit judiciaire indien et près de 15 000 en attente d'une enquête policière, selon le NCRB.

New Delhi détient le record national des viols, avec un nombre de plaintes en augmentation constante (507 en 2010, 572 en 2011, 706 en 2012, et 1 121 sur les huit premiers mois de 2013). Mais comme dans le reste du pays, le traitement des dossiers y est lent et le taux de condamnation y est faible (37 % en 2012). Après les manifestations de décembre 2012, le gouvernement a aggravé les sanctions contre le viol (qui peuvent aller jusqu'à la peine de mort dans certains cas) et instauré des tribunaux aux procédures accélérées (*fast track courts*). Mais l'instruction n'y est, là non plus, pas aussi rapide qu'espéré.

Conclusion : une société en transition

En dépit des évolutions rapides que connaît actuellement l'Inde, l'amélioration de la situation socio-économique des femmes devrait donc demeurer un processus de long terme. Et le rythme de cette évolution devrait essentiellement dépendre de quatre facteurs.

Le premier serait la mise en place de sanctions drastiques contre un secteur médical privé qui tire profit de la sélection prénatale. Les résultats obtenus par la Corée du Sud dans ce domaine montrent qu'un tel volontarisme est possible. Toutefois, le contexte sociopolitique indien rend assez improbable une mobilisation similaire.

Le deuxième serait l'adoption de politiques très volontaristes de soutien aux filles, et notamment d'appui à leur parcours éducatif. Cet effort d'*empowerment* par l'éducation leur permettrait d'occuper une place plus affirmée dans la sphère familiale, et à terme dans la société, et notamment sur le marché du travail.

Le troisième facteur d'évolution, tout aussi décisif, sera le comportement de la classe moyenne. Cette catégorie est celle qui élimine le plus les filles avant la naissance, mais elle est également le moteur du changement social en cours, car elle fait émerger dans les villes une jeune génération féminine éduquée, financièrement autonome et aux modes de vie progressistes. Cette classe moyenne urbaine est donc être la clé d'une évolution vers moins de conservatisme et vers une position sociale plus affirmée des femmes. Déjà, on observe que de plus en plus de jeunes ménages urbains élèvent leurs enfants dans un esprit d'égalité. Mais cette évolution qui s'amorce, et qui mettra du temps à gagner les zones rurales, permettra-t-elle à terme d'affaiblir les valeurs qui sous-tendent la dot ? Et d'infléchir la préférence pour les naissances masculines ?

L'exceptionnelle jeunesse de la population constitue un élément complémentaire : l'âge médian du pays n'est que de 25 ans et les deux tiers des Indiens (soit 780 millions) ont moins de 35 ans. Cette importance numérique des jeunes, inédite dans l'histoire de l'Inde, pourrait fortement contribuer au changement social, car cette jeunesse fait évoluer les modes de vie vers des normes plus "mondialisées".

Dans une Inde en transition, les prochaines décennies devraient dire si la dynamique de changement en cours améliorera progressivement le statut socio-économique des femmes et si cette amélioration pourrait, à terme, avoir une traduction démographique. La masculinisation de la société indienne n'est en effet sans doute pas terminée et il faudra attendre les prochains recensements (2021, 2031, 2041), pour savoir si une stabilisation du **sex ratio** est envisageable.

**Notes**

[1] Il y a en Inde 35 000 cliniques déclarées et au moins autant qui ne le sont pas. Entre 2005 et 2008, seules 400 d'entre elles ont fait l'objet de poursuites et seuls une vingtaine de médecins ont été condamnés, selon le Ministère de la Santé. Le lobby médical, influent, est en effet largement épargné par les pouvoirs publics locaux.

[2] Estimation sur la base de l'étude sanitaire *Abortion Assessment Project, India (AAP-I)*, lancée en 2000 en Inde avec le soutien des fondations américaines Rockefeller, MacArthur et Ford, et publiée en 2004. L'avortement fait l'objet en Inde d'une sous-déclaration chronique et le nombre officiel est dix fois inférieur.

[3] Le taux de fécondité est passé de 3,6 enfants par femme en 1991 à 2,4 en 2012. Plusieurs États ont déjà atteint le simple taux de renouvellement de 2,1.

[4] Ce chiffre ne reflète pourtant qu'une partie du déficit réel de femmes en Inde, qui dépasse vraisemblablement 40 millions, puisqu'il doit être rapporté au ratio normal de 1 050 femmes pour 1 000 hommes (le nombre d'hommes est normalement toujours inférieur à celui des femmes, en raison d'une mortalité masculine supérieure à tous les âges).

[5] Au Royaume-Uni, parmi les enfants nés de mère indienne entre 1990 et 2005, on comptait 1 040 à 1 080 garçons pour 1 000 filles, un déséquilibre qui atteignait 1 130 garçons pour 1 000 filles lors des troisièmes naissances (Source: Sylvie Dubuc et David Coleman, « [An increase in the sex ratio of births to India-born mothers in England and Wales: Evidence for sex-selective abortions](#) », *Population and Development Review* 33, 2, New York, 2007). Même tendance dans la diaspora indienne aux États-Unis, la plus prospère des communautés étrangères du pays : en 2000, le ratio à la deuxième naissance était de 1 170 garçons pour 1 000 filles si le premier enfant était une fille, et il montait à 1 500 garçons pour 1 000 filles à la troisième naissance si les deux premiers enfants étaient des filles (Source : Douglas Almond et Lena Edlund, [Son-biased sex ratios in the 2000 United States Census](#). Proceedings of the National Academy of Sciences, Washington, 2008).

[6] Pour toucher ces aides, les familles doivent s'engager à élever leur fille, à la vacciner, la scolariser et ne pas la marier avant l'âge légal. À ce sujet, voir T.V. Sekher, *Conditional Cash Transfers dans Promotion of Girl Children: the Indian Experience*, Working paper n° 7, International Institute for Population Sciences, Mumbai 2012.

[7] 200.000 roupies (2 500 euros) pour le programme Dhan Laxmi par exemple, au versement étalé sur 18 ans.

[8] Du primaire à la 12ème année. Source : [All India School Education Survey, 2010](#).

[9] Voir le rapport 2013 du PNUD Sur le développement humain, [L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié](#).

[10] Dans les écoles rurales, 47 % des élèves de cinquième année demeurent incapables de lire un texte de niveau de deuxième année et 25 % d'effectuer une division. (Source: [Annual Status of Education Report 2013, ASER Centre](#)).

[11] Source : *National Sample Survey Organization (NSSO)*.

[12] Voir [Inde: Pourquoi le taux d'activité des femmes chute-t-il ?](#), OIT, Genève, février 2013.

[13] Le secteur organisé de l'économie n'emploie qu'environ 30 millions de salariés, soit 7 % des actifs. L'industrie ne contribue qu'à hauteur de 26 % du PIB indien (au lieu de 48 % en Chine) et le secteur manufacturier, en particulier, ne représente que 15,2 % du PIB (contre 40 % en Chine).

[14] Ce secteur a créé de nombreux emplois d'hôtesse, mais l'Inde détient aussi le record mondial de femmes pilotes de l'aviation civile : 600 femmes sur 5 050 pilotes de ligne, soit 11%, presque quatre fois plus que la moyenne mondiale de 3%

[15] L'un des épisodes les plus connus de cette tension est l'attaque de jeunes femmes prenant un verre dans un pub de Mangalore (Karnataka), lors de la Saint-Valentin en 2009, par le groupe d'extrême droite hindoue Sri Rama Sena, qui jugeait cette fête « immorale ». Plusieurs milliers de jeunes urbaines ont riposté en allant ostensiblement dans les bars et en expédiant des milliers de petites culottes roses (*pink chaddi*) au leader de ce groupe. En novembre 2014, des groupes de jeunes ont aussi lancé une série d'embrassades dans la rue (*Kiss of Love protest*) dans plusieurs villes, pour protester contre l'ordre moral prôné par d'autres formations fondamentalistes hindoues (Shiv Sena, Hanuman Sena, Vishva Hindu Parishad, Bajrang Dal...)

[16] Une étudiante de 23 ans, Jyoti Singh Pandey, sortant d'un cinéma avec un ami, est montée par erreur dans un bus où six hommes attendaient. Ils ont violé et torturé Jyoti, battu son ami et les ont laissés pour morts sur un bas-côté. La brutalité de l'agression, ainsi que l'apathie habituelle de la police face aux viols, ont révolté des milliers de Delhiites, surtout des étudiant-e-s, qui sont spontanément descendu-e-s dans les rues.

[17] Une opération de *flash mob* a été montée dans le métro de Delhi par le groupe féministe « Please mend the Gap », à voir sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=KD3y3nd90I0>

[18] Le martyre de la victime du viol de décembre 2012, surnommée *Nirbhaya* (« la courageuse »), a suscité pièces de théâtre et créations musicales et chorégraphiques. En avril 2014, cent artistes (peintres, photographes, plasticiens...) ont également monté une grande exposition d'art contemporain (*Nirbhaya Multiple Expressions*) à New Delhi, pour lui rendre hommage et dénoncer la persistance des violences sexuelles.

[19] La vidéo est visible sur YouTube (après la publicité) : <https://www.youtube.com/watch?v=UsulfYarJYk>

[20] Selon une étude de l'ONG *Centre for Transforming India*, réalisée en 2010 sur 600 salariées des nouvelles technologies et du BPO, 88 % disent subir ce harcèlement.

[21] Les responsables affichent souvent des positions rétrogrades vis-à-vis des femmes. Durant les manifestations de décembre 2012, plusieurs politiciens conservateurs ont déclaré que pour éviter d'être violées, les femmes n'avaient qu'à rester chez elles. En novembre 2013, le chef de la police fédérale Ranjit Sinha a déclaré : « si vous ne pouvez pas empêcher le viol, autant l'apprécier », avant de devoir s'excuser. Les déclarations de ce type ont semblé se multiplier depuis l'arrivée au pouvoir du BJP (parti nationaliste hindou, conservateur). En juin 2014, le ministre de l'Intérieur de l'Etat de Chhattisgarh, Ramsevak Paikra (BJP) a ainsi affirmé que les viols n'étaient pas des actes délibérés mais des « accidents ». Des groupes nationalistes hindous ont aussi estimé que porter des jeans était indécent, suggérant une responsabilité des jeunes femmes dans ces agressions.

[22] Source : *National Family Health Survey 2005-2006* (NFHS-3)



Pour compléter :

Ressources bibliographiques :

- Chasles Virginie, 2008, « Femmes en Inde », *L'Information géographique*, 72, p. 57-69.
- Drèze Jean et Sen Amartya, 2014, *Splendeur de l'Inde ? Développement, démocratie et inégalités*, Flammarion.
- Dutoya Virginie, 2014, « Repenser le genre en Inde », *La Vie des Idées.fr.*, 16 octobre 2014.
- Fattori F., « Inde : la lutte des femmes contre l'impunité », *Carto* n° 17, mai-juin 2013.
- Geetanjali, 2011, *Girl and women trafficking in India*, Centrum Press.
- Guilмото Christophe Z., 2010, « La parenté, le marché et l'État face à l'aversion pour les filles en Asie », *Hérodote*, 136, 166-184.
- Guilмото Christophe Z., 2009, « The Sex Ratio Transition in Asia », *Population and Development Review*, 35, 3, 519-549.
- Guilмото Christophe Z., 2008, « L'inscription spatiale de la discrimination de genre en Inde. Effet des distances sociale et géographique », *L'Espace géographique*, 1, 1-15.
- Guilмото Christophe Z., 2008, « L'économique, le social et le spatial. Les trois dimensions de la surmasculinité juvénile en Inde », *Population* 1/2008 (Vol. 63), p. 93-122
- Guilмото Christophe Z., 2007, « Characteristics of sex ratio imbalance in India and future scenarios », FNUAP, 2007.
- Jaffrelot Christophe, 2014, *L'Inde contemporaine*, Fayard/Pluriel.
- Jaffrelot Christophe, 2012, *Inde, l'envers de la puissance : inégalités et révoltes*, CNRS éditions.
- Manier Bénédicte, 2008, *Quand les femmes auront disparu. L'élimination des filles en Inde et en Asie*, La Découverte,
- Manier Bénédicte, 2014, *L'Inde nouvelle s'impatiente*, Les Liens qui Libèrent.
- Marius Kamala, *Marché du travail et genre en Inde*, in Maruanil Margaret (éd), *Travail et genre dans le monde, l'état des savoirs dans le monde*, La Découverte, coll. État des savoirs, 2013
- Marius-Gnanou Kamala, 2012, « Genre, corps et espace dans la ville indienne », conférence filmée, Colloque Ville et genre, Bordeaux, 8 décembre 2011.
- National Institute of Public Cooperation and Child Development (NIPCCD), 2010, *Statistics on women in India 2010*, Delhi.
- Singh Kirti, 2013, *Laws and Son Preference in India, a reality check*, UNFPA, rapport, 174 p.
- Tawa Lama-Rawal Stéphanie, 2004, *Femmes et politiques en Inde et au Népal*, Karthala.
- UN Women South Asia, 2014, *Sex ratios and gender biased sex selection*, UNFPA, rapport, 60 p.

Ressources webographiques :

- *Census of India*, le site officiel du recensement de l'Inde.
- Division de la population de l'ONU, *Perspectives de la population mondiale, révision 2012*.
- PNUD, L'Indice d'inégalités de genre, *classement 2013*.
- Fonds des Nations Unies pour la population, *Gender Equality, Gender-based violence, Prenatal sex selection*.
- *Women's web : les femmes indiennes dans la publicité (2012)*, des extraits de spots publicitaires (en anglais)

© **Bénédicte MANIER**,
journaliste à l'AFP

conception et réalisation de la page web : Marie-Christine Doceul,

réalisation cartographique : Mathilde Désoyer, Aix-Marseille Université,
photographies : Chiara Altare, CRED, Université de Louvain,
et Marion Borderon, Z_GIS, Universität Salzburg,

pour Géoconfluences, le 17 décembre 2014

Pour citer cet article :

Bénédicte Manier, « Les femmes en Inde : une position sociale fragile, dans une société en transition », *Géoconfluences*, 2015, mis en ligne le 24 mars 2015

URL :

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/le-monde-indien-populations-et-espaces/articles-scientifiques/les-femmes-en-inde>

